



DANS CE NUMERO:

- **Message du Gouverneur**
- **Evolution de la situation monétaire, bancaire et financière**
- **Evolution des soldes d'opinion**
- **Focus sur les transferts des migrants**

Message du Gouverneur, M. Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord vous adresser mes remerciements pour vos nombreux messages d'encouragements et de marques d'intérêt reçus, suite à la publication de notre premier bulletin trimestriel.

J'ai le plaisir de vous présenter la deuxième édition qui, comme la précédente, est composée de trois parties :

- Les principaux indicateurs quantitatifs relatifs aux évolutions monétaires, bancaires et financières,
- L'évolution des soldes d'opinion¹ issus de l'enquête de conjoncture réalisée par la BCC,
- Une note thématique, portant ce trimestre sur les transferts des migrants.

J'exhorte par ailleurs les entreprises qui participent aux enquêtes de conjoncture à répondre régulièrement aux questionnaires, afin de donner à cette publication tout son intérêt.

I. Evolution de la situation monétaire, bancaire et financière

1.1 La situation monétaire

Evolution de M2 ² (en millions FC)	Mars 2013	Juin 2013	Sept 2013	Dec 2013	Mars 2014
Circulation Fiduciaire	18 573	18 855	22 122	21 740	18 862
Dépôts à vue	35 038	33 593	36 416	35 138	36 557
Dépôts d'épargne	30 979	31 402	31 931	32 985	32 352
Masse Monétaire (M2)	84 590	83 850	90 468	89 862	87 770
Avoirs Extérieurs Nets	53 732	49 237	54 888	56 567	51 490
Crédit Intérieur	56 332	58 958	61 663	59 694	63 256
Créances Nettes à l'Etat	4 356	4 050	7 340	5 511	8 171
Crédits à l'économie	51 976	54 908	54 324	54 183	55 085
Autres Postes Nets	(25 423)	(24 345)	(26 082)	(26 398)	(26 976)

Sources : DEEMF, BCC

La tendance baissière de la masse monétaire, observée à fin 2013, s'est poursuivie au 1^{er} trimestre 2014, avec une contraction de 2,3% par rapport à son niveau de fin décembre 2013.

¹ Différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative.

² La Masse Monétaire (M2) comprend le M1 (billets et pièces en circulation, et dépôts à vue) et les dépôts à terme.

LISTE DES TABLEAUX

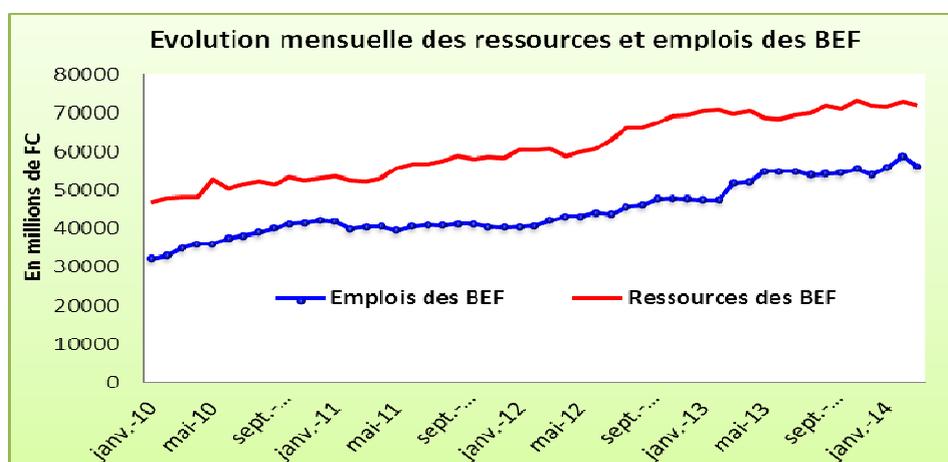
- Statistiques monétaires
- Statistiques de la chambre de compensation
- Opérations de change du système bancaire
- Transfert émis et reçus
- Evolution des taux d'intérêt et des cours de change

Cette baisse résulte de la forte contraction des avoirs extérieurs nets (-5,1 milliards FC), tandis que le Crédit Intérieur s'est consolidé du fait d'un accroissement des Créances nettes à l'Etat et du Crédit au secteur privé.

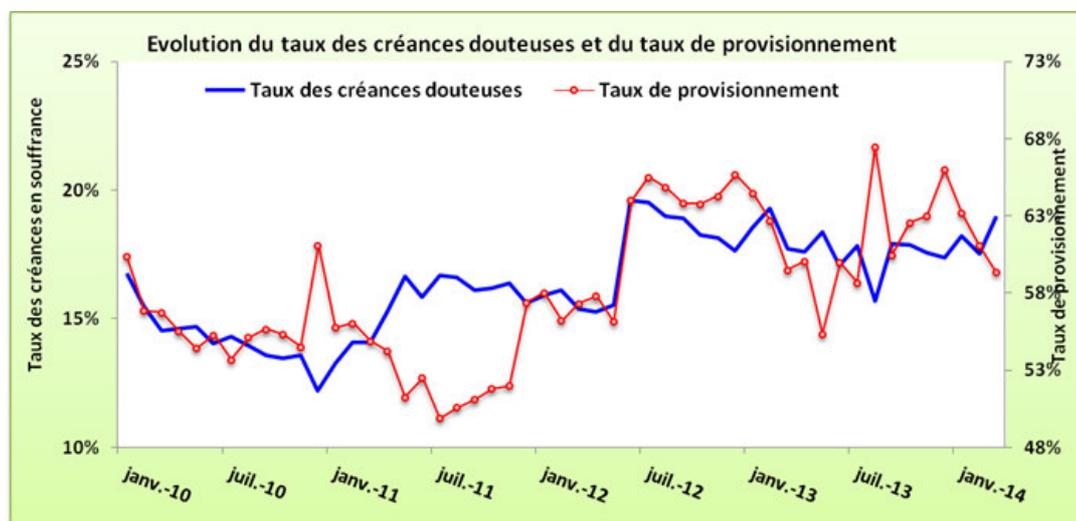
Au niveau de la politique monétaire, le Conseil d'administration de la Banque a revu à la baisse le taux de constitution par les Etablissements de crédit des réserves obligatoires, qui est passé de 20% à 15% au 1^{er} janvier 2014. Cette mesure a été prise en considérant le ralentissement de la croissance de la masse monétaire, la contraction de la liquidité du système bancaire et les perspectives d'inflation contenue et dans un contexte de croissance économique modérée.

1.2 L'activité bancaire

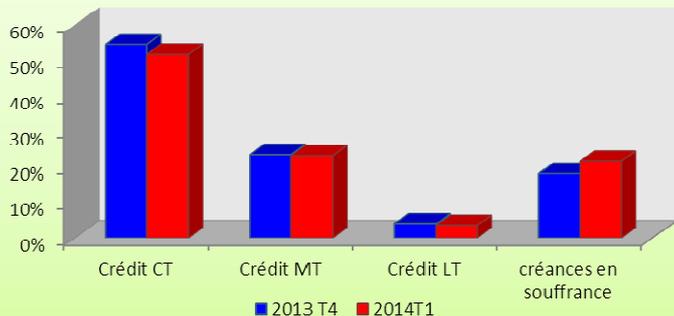
Le total des bilans consolidés des établissements de crédit s'est accru de 0,8%, s'élevant à 95,8 milliards FC à fin mars 2014 contre 95 milliards à fin mars 2013. Ce léger accroissement résulte à la fois de l'augmentation des dépôts de la clientèle (+3,1%) et du financement bancaire au secteur privé (+6,2%) et de la consolidation de la trésorerie (+3,9%).



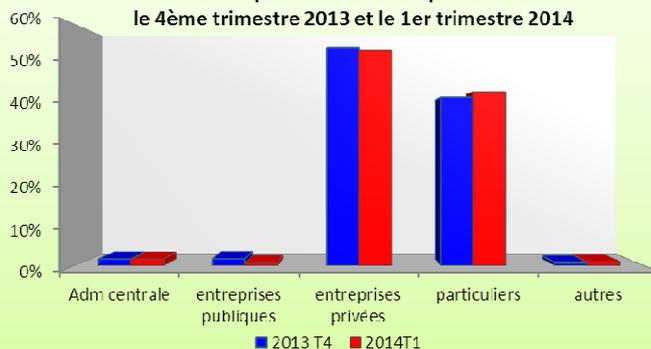
La qualité du portefeuille des établissements de crédit s'est par contre dégradée, avec un encours de crédits en souffrance de 10,5 milliards FC à fin mars 2014 contre 9,2 milliards FC à fin mars 2013 et 9,4 milliards FC à fin décembre 2013, représentant respectivement 19%, 17,7% et 17,4% des crédits bruts. Le portefeuille douteux est provisionné à 59,3% à fin mars 2014 contre 59,5% à fin mars 2013, après 66% à fin décembre 2013.



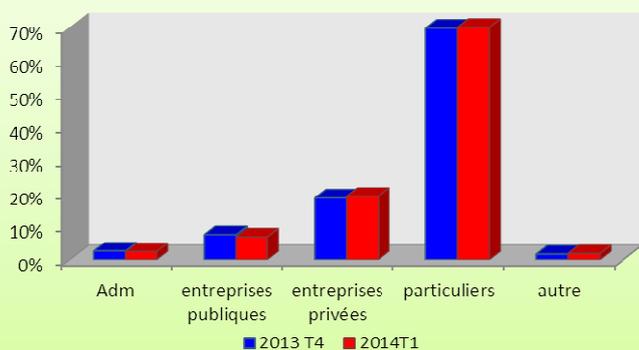
Evolution de la repartition du crédit par échéance entre le 4ème trimestre 2013 et le 1er trimestre 2014



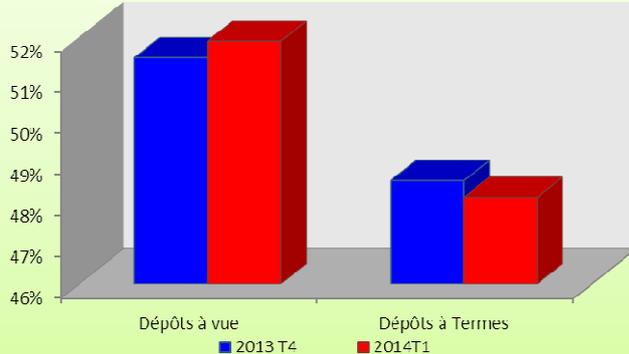
Evolution de la repartition du crédit par secteur entre le 4ème trimestre 2013 et le 1er trimestre 2014



Evolution de la repartition des dépôts par secteur entre le 4ème trimestre 2013 et le 1er trimestre 2014



Evolution de la repartition des dépôts par échéance entre le 4ème trimestre 2013 et le 1er trimestre 2014



1.3 Statistiques de la chambre de compensation

La compensation des valeurs (chèques et virements) se déroule tous les jours ouvrables au siège de la BCC.

Le tableau ci-dessous présente les valeurs compensées en montant et en nombre.

LISTE DES GRAPHIQUES

- Evolution des crédits et dépôts des BEF
- Evolution des créances en souffrance
- Evolution de la répartition des crédits et dépôts par secteur et par échéance
- Soldes d'opinion du secteur des BTP

		Chèques		Virements	
		Compensés	Rejetés	Compensés	Rejetés
2013 T1	Nombre	13 746	380	1 212	17
	Valeur*	13 032	648	15 177	34
2013 T4	Nombre	14 133	471	1 500	19
	Valeur*	14 288	352	9 214	52
2014 T1	Nombre	12 963	391	1 446	31
	Valeur*	12 904	267	11 892	227

*En millions de FC

1.4 Opérations de change du système bancaire (en millions FC)

	Change Manuel	Achats	Ventes
2013 T1		6 730	5 180
2013 T2		6 199	4 816
2013 T3		12 465	4 675
2013 T4		6 425	2 586
2014 T1		6 260	4 331

● Soldes d'opinion du secteur du commerce

● Soldes d'opinion du secteur de l'hôtellerie

● Soldes d'opinion du secteur de l'industrie

● Soldes d'opinion du secteur financier

● Transferts privés : principale source d'entrée de fonds de la BDP

● Evolution des transferts avec les importations (en % du PIB)

● Evolution des transferts avec les importations de matériaux de construction (en % du PIB)

● Evolution des transferts et des dépôts bancaires (en millions FC)

● Evolution des transferts et des AEB (en millions FC)

● Evolution de l'indice des prix à la consommation et des transferts

1.5 Transferts reçus et émis par les Sociétés de transferts d'argent (en millions FC)

Transferts	Montants reçus	Montants envoyés
2013 T1	5 225	1 961
2013 T2	5 347	2 213
2013 T3	5 705	1 940
2013 T4	5 948	2 031
2014 T1	6 192	1 824

1.6 Evolution des principaux taux d'intérêt et de change

	déc-13	Jan-14	Fév-14	Mar-14
Taux Nationaux				
Escompte BCC (EONIA+1,5)	1,669	1,71	1,66	1,69
Taux de rémunération des dépôts des BEF auprès de la BCC				
-Réserves libres (EONIA - 1/8)*	0,04	0,08	0,04	0,07
-Réserves obligatoires (EONIA -1,25)*	-1,08	-1,04	-1,09	-1,06
Taux débiteurs	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]
Taux de la BCE				
EONIA	0,169	0,21	0,16	0,19
Prêt Marginal	0,750	0,75	0,76	0,77
EURIBOR 1 mois	0,216	0,22	0,23	0,23
EURIBOR 6 mois	0,372	0,40	0,39	0,41
EURIBOR 12 mois	0,544	0,56	0,55	0,58
Taux de change par rapport au franc comorien à fin de mois (à titre indicatif)				
Ariary – FMG (Madagascar)	0,16	0,1584	0,1542	0,1534
Dirham – EAD (Emirats Arabes Unis)	97,47	99,3252	97,0485	97,2749
Dollar – USD (Etats Unis d'Amérique)	356,73	363,99	356,16	356,81
Roupie – MUR (Maurice)	11,92	12,2110	12,1845	12,1537
Shilling – TZS (Tanzanie)	0,23	0,2239	0,2214	0,2189
Yuan- CNY (Chine)	59,11	60,0525	57,9590	57,3697

* Lorsque le taux est négatif, la rémunération n'est pas servie.

II. Evolution des soldes d'opinion

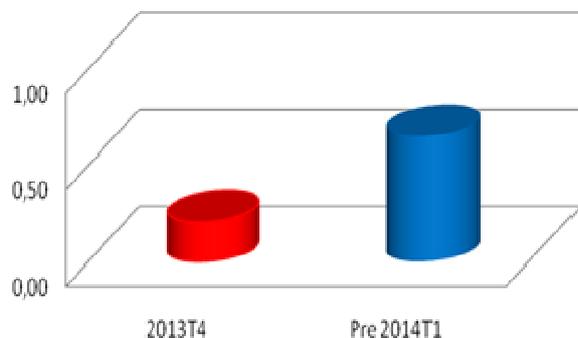
Vous trouverez ci-après les résultats de l'enquête de conjoncture menée chaque trimestre auprès de l'ensemble des Banques et Etablissements Financiers (BEF) et de certains opérateurs économiques. Le solde d'opinions pour une question donnée correspond à la différence entre le pourcentage des dirigeants qui y répondent positivement et le pourcentage de ceux qui y répondent négativement. Chaque opinion exprimée est pondérée par le bilan de l'établissement, considéré comme clé de pondération unique.

2.1 SECTEUR DES BTP

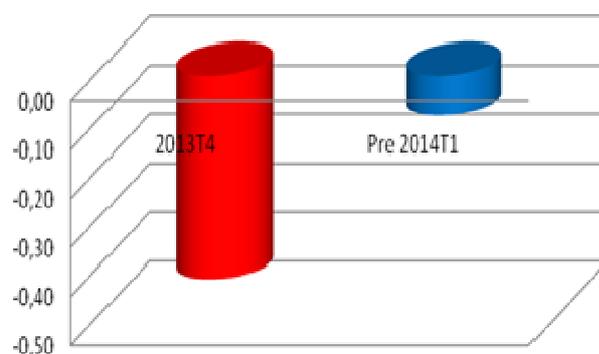
Une seule entreprise ayant répondu à l'enquête du 1^{er} trimestre 2014, il ne nous a pas été possible de calculer des soldes d'opinion pour ce secteur.

Nous avons donc reconduit les prévisions issues de la précédente enquête.

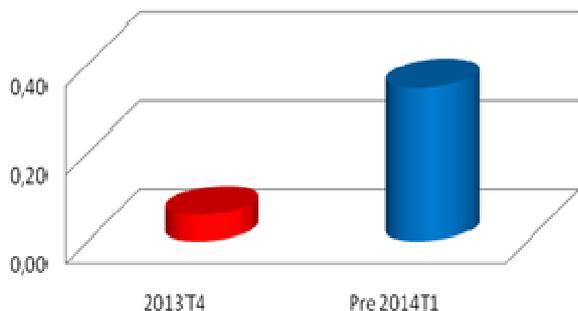
Evolution de l'activité des entreprises du secteur des BTP



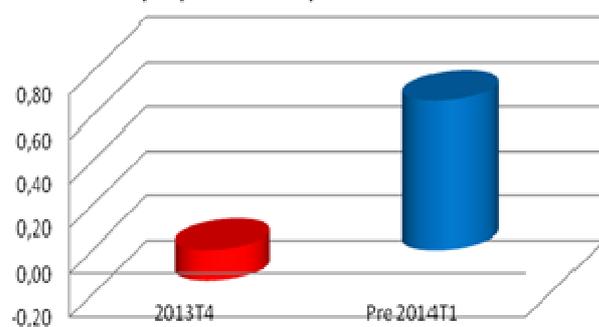
Evolution des charges d'exploitation des entreprises du secteur des BTP



Evolution de la trésorerie des entreprises du secteur des BTP



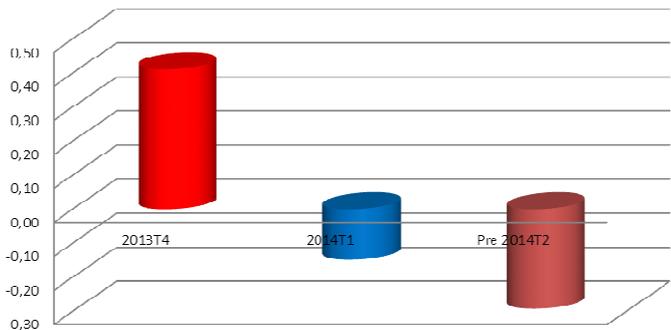
Evolution de l'appréciation de l'environnement économique par les entreprises du secteur des BTP



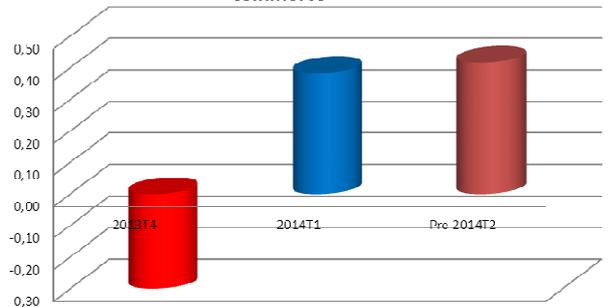
2.2 SECTEUR DU COMMERCE

Les entreprises du secteur du commerce ont une opinion globalement favorable de leur activité, opinion qui est toutefois moins prononcée au 1^{er} trimestre 2014 par rapport au dernier trimestre 2013, en liaison sûrement avec leur évaluation d'une hausse des charges d'exploitation et d'une baisse de la trésorerie. En revanche, elles s'attendent à une hausse au cours du 2^{ème} trimestre 2014, et dégagent une opinion beaucoup plus favorable pour l'économie en général.

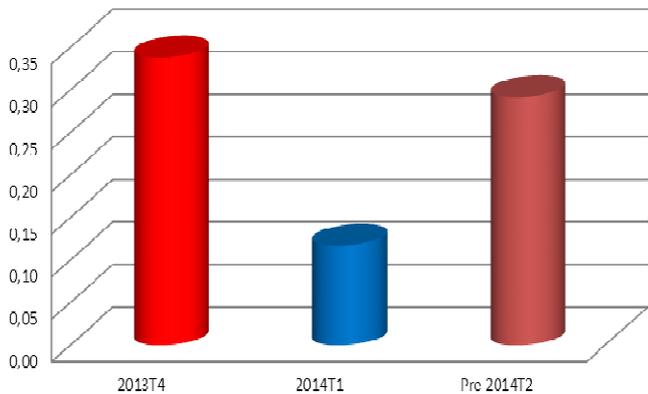
Evolution de la trésorerie des entreprises du secteur du commerce



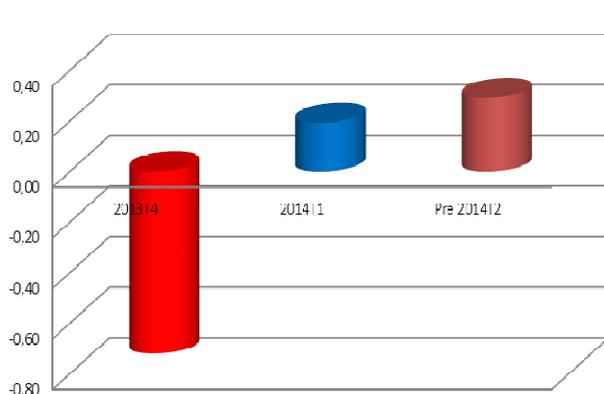
Evolution de l'appréciation de l'environnement économique par les entreprises du secteur du commerce



Evolution de l'activité des entreprises du secteur du commerce



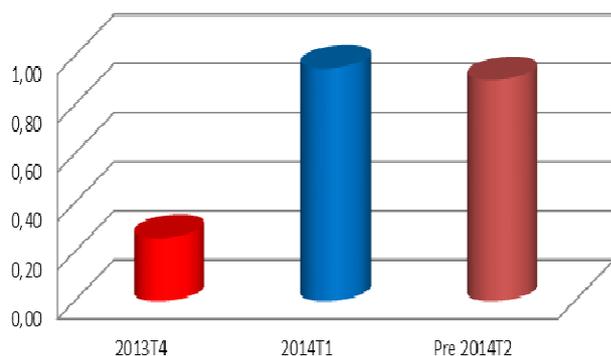
Evolution des charges d'exploitation des entreprises du secteur du commerce



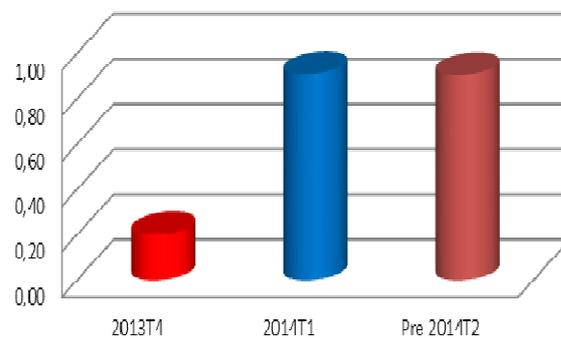
2.3 SECTEUR DE L'HOTELLERIE

Les entreprises du secteur de l'hôtellerie ont une opinion globalement favorable de leur activité au 1^{er} trimestre 2014, et s'attendent à un accroissement pour le 2^{ème} trimestre 2014.

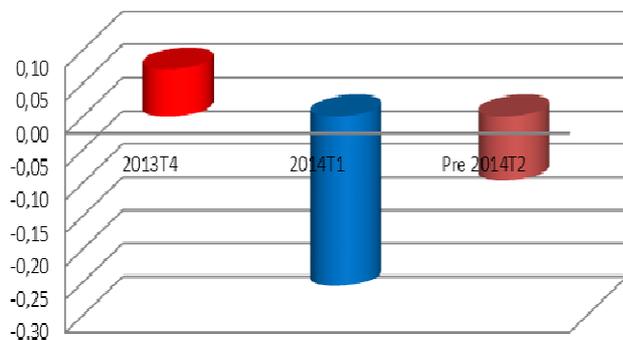
Evolution de l'activité des hôtels



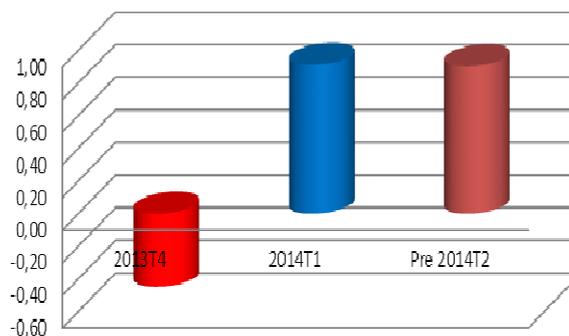
Evolution des charges d'exploitation des hôtels



Evolution de la trésorerie des hôtels



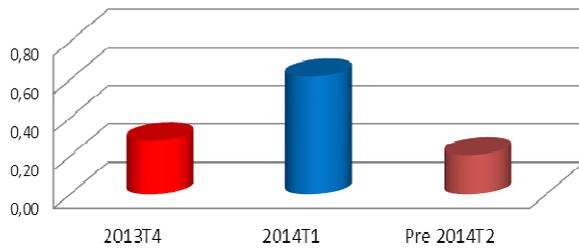
Evolution de l'appréciation de l'environnement économique par les hôtels



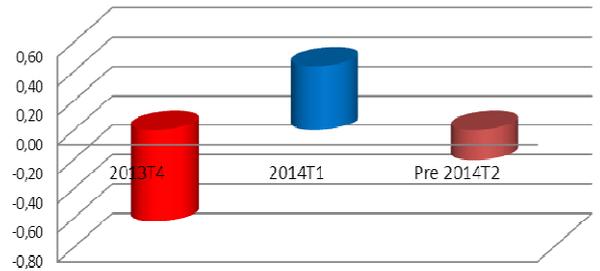
2.3 SECTEUR DE L'INDUSTRIE

Les entreprises du secteur industriel dégagent une opinion favorable de l'évolution de leur activité au 1^{er} trimestre 2014, en dépit d'une appréciation très négative de l'environnement économique. Pour le 2^{ème} trimestre 2014, leur opinion bien que positive sur l'évolution de l'activité est moins prononcée.

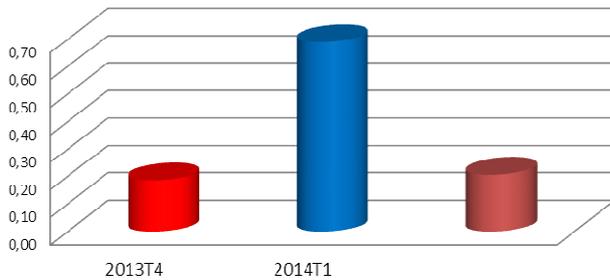
Evolution de l'activité des entreprises du secteur de l'industrie



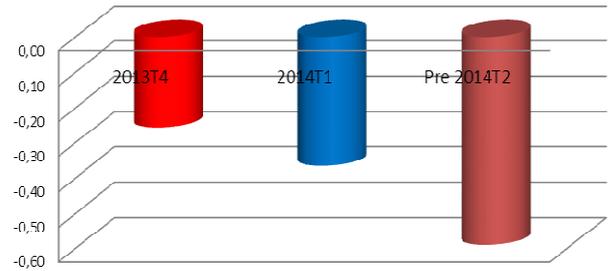
Evolution des charges d'exploitation des entreprises du secteur de l'industrie



Evolution de la trésorerie des entreprises du secteur de l'industrie



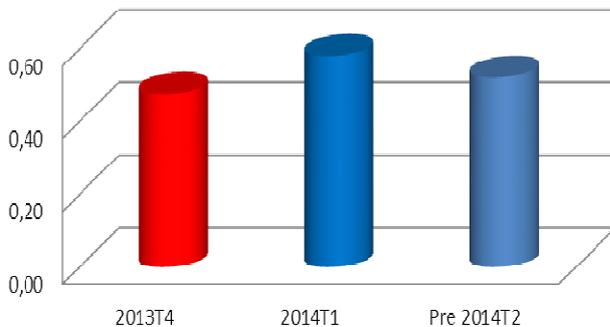
Evolution de l'appréciation de l'environnement économique par les entreprises du secteur de l'industrie



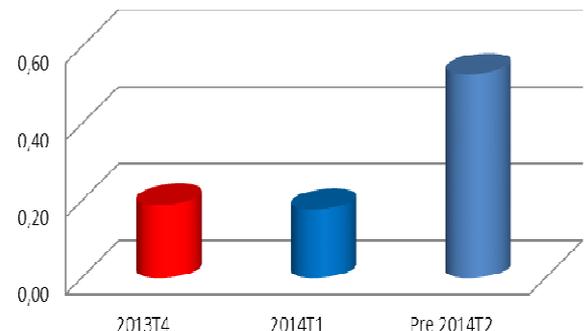
2.4 SECTEUR FINANCIER

Les Banques et Etablissements Financiers donnent une opinion globalement favorable de leur activité au 1^{er} trimestre 2014, avec un avis positif sur l'évolution du PNB, malgré des charges d'exploitation en hausse. Pour le 2^{ème} trimestre, dans un contexte d'amélioration de l'environnement économique international, les dirigeants des Banques et Etablissements Financiers s'attendent à un renforcement de leur activité, notamment à la consolidation des ressources clientèle.

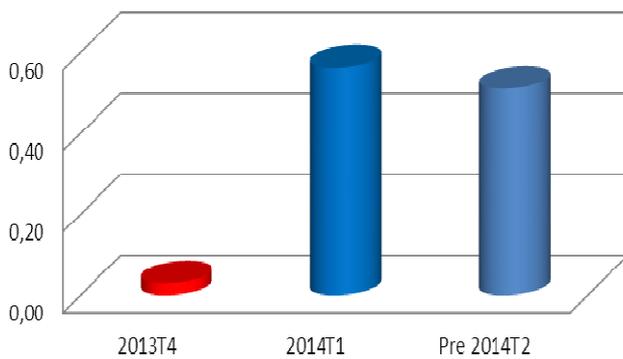
Evolution des dépôts des BEF



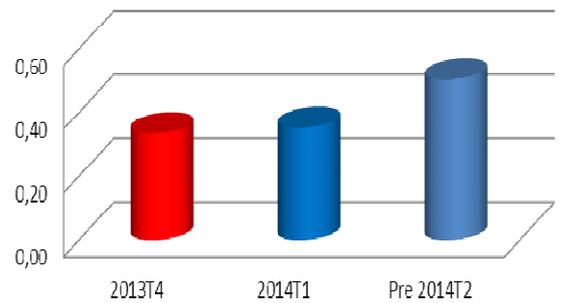
Evolution du PNB



Evolution des charges d'exploitation



Evolution de l'environnement économique



● Evolution des différents modes de transfert.

III. Focus sur les envois de fonds des migrants

En 2013, selon les Nations Unies, environ 3,2% de la population mondiale (232 millions d'habitants) vivent en dehors de leur pays d'origine, contre 175 millions en 2000 et 154 millions en 1990.

Cette migration internationale a suscité beaucoup d'intérêt, notamment du public, des organisations internationales, des pays en développement et des pays développés, non seulement en raison de sa croissance continue, mais aussi et surtout de l'impact économique de cette migration dans les pays d'origine.

Les envois de fonds de ces migrants vers leur pays d'origine constituent des ressources considérables et contribuent à l'amélioration des conditions de vie des familles bénéficiaires et à la consolidation des indicateurs macroéconomiques.

Aux Comores, les envois de fonds des Comoriens de l'étranger représentent chaque année environ 25% du Produit Intérieur Brut (PIB).

Durant ces 5 dernières années, ces ressources ont atteint près de 250 milliards FC, illustrant l'effet de levier important pour l'économie en général et le secteur bancaire comorien en particulier.

3.1 Impacts des envois de fonds des migrants sur l'économie comorienne

En 2013, les dernières statistiques publiées par la Banque centrale montrent que les transferts des comoriens de l'étranger ont atteint 58,8 milliards FC³ contre 53,4 milliards FC en 2012 après 14,8 milliards FC en 2000 soit une augmentation de 297% en 13 ans.

³ Dans la compilation des statistiques de la Balance des paiements, la BCC inclut dans les transferts des migrants une estimation des apports en nature et des devises circulant en dehors du système financier.

Transferts des migrants en %	2009	2010	2011	2012	2013
PIB	24,6	20,6	24,0	24,4	25,7
Recettes budgétaires courantes	172,9	140,4	143,3	116,2	157,2
Masse Monétaire	79,3	59,0	66,2	61,2	65,5
Avoirs Extérieurs Bruts du système bancaire	85,0	68,9	72,8	68,3	80,7
Investissements Directs Etrangers	935,4	1308,7	610,0	1345,1	ND
Dons Projets	429,5	369,6	329,3	281,1	385,7

En termes de couverture extérieure, ces ressources financent près de 80% du déficit structurel du compte courant de la Balance des Paiements des Comores et couvrent environ 6 mois d'importations de biens et services. Elles représentent la 1^{ère} source de financement extérieur, loin devant l'aide publique au développement.

Ces transferts engendrent des impacts économiques importants :

- ▶ Soutien de la demande intérieure : les envois de fonds soutiennent la consommation, en contribuant à la croissance économique, au développement de certaines activités génératrices de revenus (commerce et services, travaux dans le domaine du bâtiment, les projets communautaires, ...) et créatrices d'emplois ;
- ▶ Consolidation de la balance des paiements : face aux déficits chroniques de la balance commerciale, les envois de fonds contribuent à améliorer le compte courant de la balance des paiements, en étant la principale source de revenus et en participant au financement des importations de biens, et plus particulièrement des matériaux de construction (ciment et fer)

Fig 1 : Transferts privés : principale source d'entrée de fonds dans la BDP

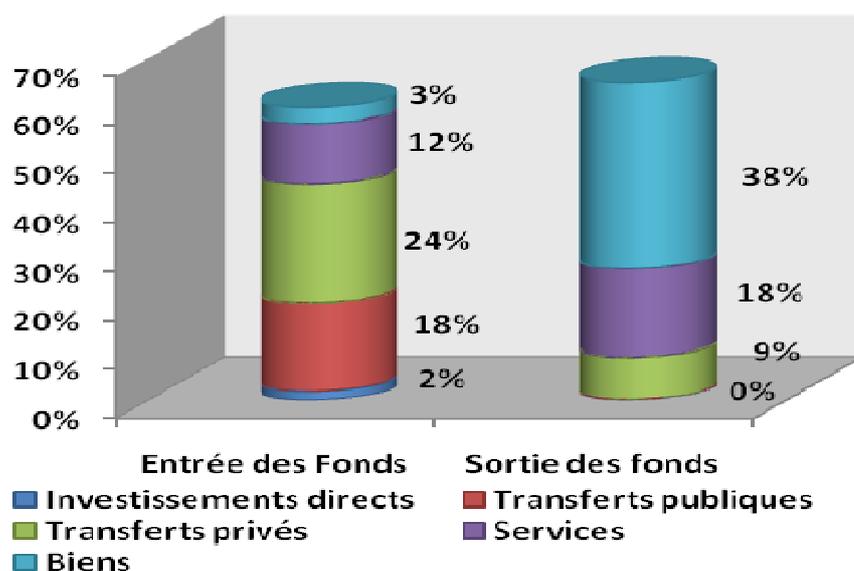


Figure 2 : Evolution des transferts avec les importations (en % du PIB)

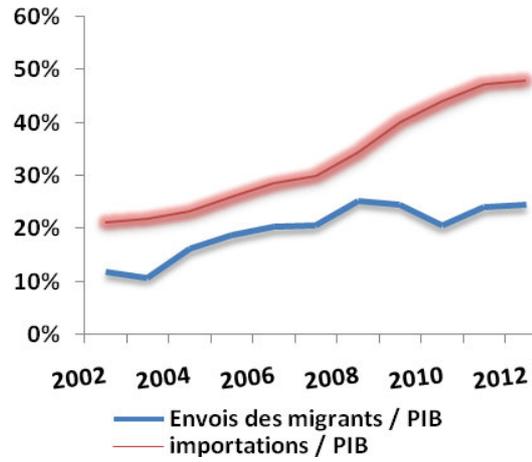
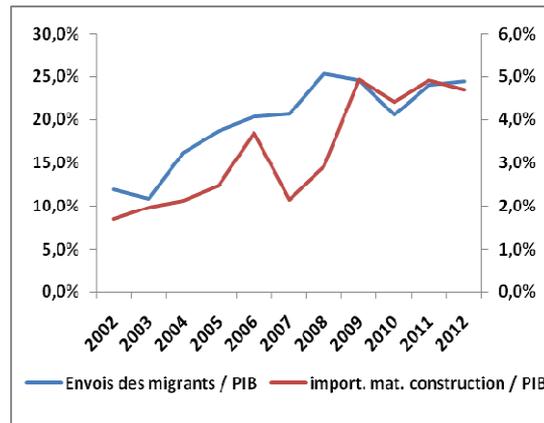


Figure 3 : Evolution des transferts avec les importations de matériaux de construction (en % du PIB)



► Consolidation de la masse monétaire et des avoirs en devise ;

Figure 4 : Evolution des transferts et des dépôts bancaires (en millions FC)

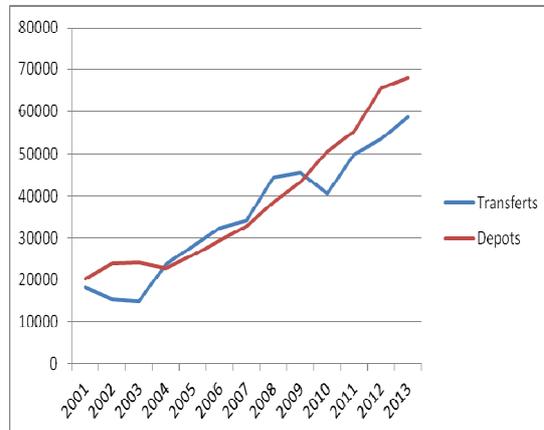
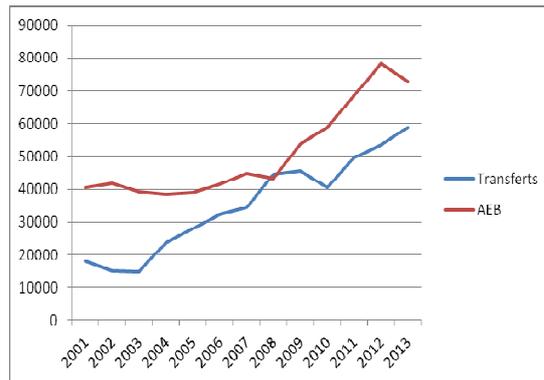
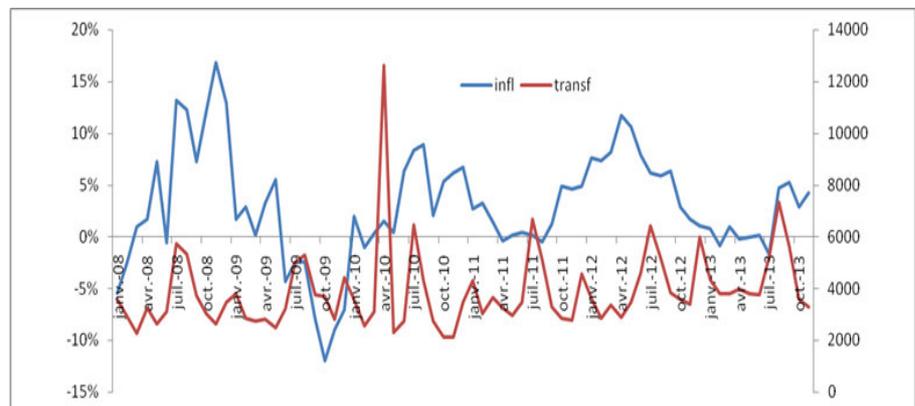


Figure 5 : Evolution des transferts et des AEB (en millions FC)



- ▶ Réduction de la pauvreté : les indices de pauvreté et des inégalités diminuent sous l'effet des envois de fonds ;
- ▶ Amélioration du bien-être de la population par l'envoi régulier des biens, tels que les appareils électroménagers, les véhicules, ...etc ;
- ▶ Participation à l'éducation, par la prise en charge des frais de scolarité et des fournitures scolaires ;
- ▶ Contribution aux dépenses de santé des familles, par le paiement direct des prestations médicales, des achats de médicaments et d'une grande partie des évacuations sanitaires, généralement vers des pays voisins, comme Maurice, Madagascar, Tanzanie ou vers la France ;
- ▶ Inflation : le soutien de la demande intérieure engendre une hausse des prix des produits locaux ;

Figure 6 : Evolution de l'indice des prix à la consommation et des transferts



- ▶ Les envois de fonds créent aussi une sorte de dépendance et un abandon des activités de production agricoles.

3.2 Initiatives de la Banque centrale des Comores

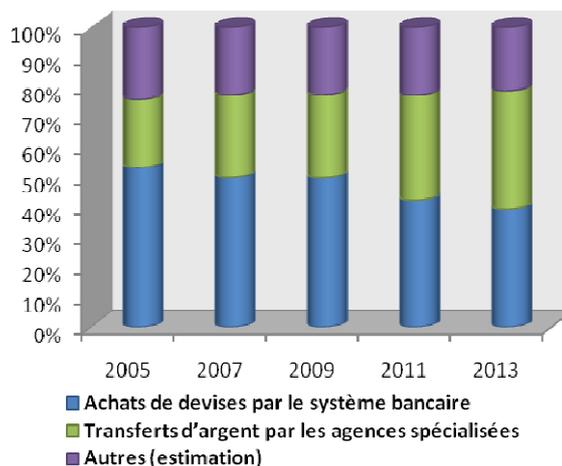
Dès le début des années 2000, la Banque centrale a fait le constat que plus de 85% des transferts des comoriens de l'étranger passaient par la « voie informelle », qui est relative à l'intermédiation des voyageurs se rendant aux Comores.

Pour faciliter les transferts de ces ressources et améliorer leur impact dans le développement économique des Comores, la Banque centrale et les Autorités comoriennes ont notamment :

- ✓ agréé des sociétés spécialisées dans les transferts d'argent et de change,
- ✓ ouvert le secteur bancaire à la concurrence et intégré les réseaux de microfinance,
- ✓ octroyé des agréments aux établissements de crédit souhaitant travailler avec les sociétés internationales spécialisées dans les transferts d'argent,
- ✓ encouragé et facilité les signatures de conventions de partenariat entre les établissements de crédit nationaux et les établissements de crédit installés en France.

Ces différentes initiatives ont permis d'élargir la couverture géographique des établissements de crédit, d'améliorer le taux de bancarisation, de consolider le volume de l'épargne et de réduire considérablement le montant des transferts par la voie informelle. Celle-ci est passée de 84% en 2000 à 52% du total des envois de fonds captés en 2013, avec le renforcement des transferts formels effectués par l'intermédiaire des établissements de crédit et des sociétés spécialisées (cf. graphique ci-dessous).

Figure 7 : Evolution des différents modes de transfert



En dépit de cette tendance haussière de l'utilisation par les comoriens de l'étranger de la voie formelle pour le transfert des fonds vers les Comores, ces importantes ressources sont rarement investies dans des activités génératrices de revenus. Elles sont destinées à la consommation finale, qui est devenue le moteur de la croissance économique de ces dernières années. En effet, pour beaucoup de familles, ces ressources constituent un soutien financier important (soins de santé, scolarité des enfants, paiement téléphone et électricité, consommation courante,...), dont une partie est également orientée au financement des dépenses des festivités des grands mariages et aux investissements immobiliers. D'autres envois sont directement affectés au développement communautaire, finançant des activités sociales comme la construction d'écoles ou de dispensaires, ou des activités culturelles comme l'aménagement de centres sportifs ou des bibliothèques.

Les principaux travaux réalisés par les partenaires au développement pour les Comores, notamment ceux recommandés par la BAD, l'AFD et le Trésor Français et réalisés par Epargne Sans Frontière (ESF) portant sur le thème « **Réduire les coûts des transferts d'argent des migrants et optimiser leur impact sur le développement, outils et produits financiers pour le Maghreb et la Zone Franc** », ont fait ressortir des pistes permettant la mise en place de nouvelles conditions de transfert et d'optimisation de ces ressources, notamment :

- ✓ L'utilisation des nouvelles technologies,
- ✓ La bi-bancarisation,
- ✓ Le développement de partenariat bancaire,
- ✓ La Banque en ligne.

Partant du constat, notamment d'une faible corrélation entre investissement et transfert de la diaspora, et tenant compte du fait que l'essentiel de ces ressources sont destinées à des dépenses de consommation, la Banque Centrale a souhaité élargir la réflexion sur les conditions permettant de **déplacer une partie de l'épargne stable des comoriens de l'étranger, notamment en France, vers les Comores en vue du financement de projets de développement et créateurs de valeur ajoutée.**

La Banque mondiale a manifesté un intérêt pour accompagner la Banque centrale et les autorités comoriennes sur cette initiative et a proposé de réaliser une série de consultations avec la diaspora comorienne de France, en vue d'évaluer les opportunités de pouvoir lever des ressources supplémentaires stables de la diaspora pouvant être orientées vers le financement des projets créateurs de richesse aux Comores.

Des groupes de discussion ont eu lieu à Paris et à Marseille. Plus de deux cent vingt (220) Comoriens ont participé aux réunions, notamment des personnes issues de la première et deuxième génération de la diaspora. Les groupes de discussion ont servi de base pour évaluer les comportements et les préférences de la diaspora comorienne ainsi que l'utilisation des canaux de transferts de fonds. Les consultations ont également évalué les produits d'investissement potentiels.

Les conclusions suivantes sont ressorties de ces consultations :

- ✓ Un fort attachement des comoriens de l'étranger à leur pays et à son développement, et une prise de conscience des nombreux défis auxquels il est confronté tant en termes d'infrastructures de base qu'en termes d'investissements productifs,
- ✓ Une forte demande de considération par les autorités du rôle joué par la diaspora et de sa contribution au développement des Comores,
- ✓ Une forte attente quant aux nombreuses annonces faites sur les politiques de réduction des coûts des transferts, jugés exorbitants,
- ✓ Une capacité d'épargner aux Comores évaluée à plus de 500 euros par an et par actif,
- ✓ Une grande adhésion au projet de création d'un instrument financier destiné à déplacer une partie de son épargne vers les Comores. Cet instrument devra satisfaire à des conditions de sécurité, de rendement et être encadré dans son utilisation : le financement de projets de développement aux Comores,
- ✓ Une forte confiance pour la Banque centrale et à la stabilité de la monnaie comorienne du fait de l'appartenance des Comores dans la Zone Franc,
- ✓ Une demande d'ouverture d'un guichet de la Banque Centrale des Comores en France,
- ✓ Un besoin de communication permanente avec les Comores.

Les options proposées par la Banque mondiale sont les suivantes :

- ✓ L'épargne en devise aux Comores,
- ✓ Les bons de la diaspora (« diaspora bonds »),
- ✓ Le Fond d'investissement.

Sur la base des conclusions des travaux d'Épargne Sans Frontière et des options proposées par la Banque mondiale suite à ces focus group, la Banque Centrale des Comores a organisé dans les locaux de la Banque de France à Paris le 21 octobre 2013, une réunion avec les principaux partenaires (Trésor Français, la Banque de France, l'AFD, la Banque mondiale, le FMI, ESF, la Banque africaine de développement, Microcred, ...).

L'objectif de cette réunion a été de partager les expériences dans ce domaine et de faire ressortir les options les mieux indiquées pour les Comores, capables d'améliorer les conditions de transfert d'une part et de mettre en place un véhicule financier nouveau capable de déplacer une partie de l'épargne de cette diaspora vers les Comores ainsi que de définir un plan d'actions et un agenda à court terme.

Les prochaines étapes vont donc s'atteler à la définition de l'instrument, avec l'appui de nos partenaires. Cependant, quelque soit l'instrument retenu, il sera nécessaire dans un premier temps, de concrétiser le volet bi-bancarisation, en soutenant activement les liens d'affaires entre les établissements de crédits comoriens et les banques commerciales françaises.

CONTACTEZ NOUS

BANQUE CENTRALE DES COMORES

Place de France

BP: 405 Moroni

Tél: +269 773 10 02

Fax: +269 773 03 49

gdir-etudes@banque-comores.km

www.banque-comores.km